

« Pouvoir d'achat » chez Renault

26/09/22

On est très loin du compte !



Une négociation centrale a eu lieu la semaine dernière au sujet du « pouvoir d'achat » chez Renault. Elle a fait l'objet d'une **communication très « marketing »** de la direction, propagée sans honte par certains syndicats et reprise sans vérification par des médias.

Au-delà de la poudre aux yeux des primes de « plus de 1000 € » dont nous expliquons le détail ci-dessous, c'est une question de fond qui se pose à nous tous : devons-nous nous contenter d'une prime de 500 € qui va nous permettre de ne pas être « dans le rouge » sur le seul mois d'octobre ou devons-nous enfin **réclamer notre dû face à l'inflation galopante, c'est-à-dire des augmentations de salaires pour tous ?**

Plus de 1000 € de primes « pouvoir d'achat » chez Renault ?

Alerte **POUDRE AUX YEUX !**

Ce n'est pas le **grossier « marketing »** de la direction qui va changer quelque chose à nos fins de mois difficiles.

Document direction Renault

Mesures de soutien au pouvoir d'achat

	P1 K185 (2 000 € brut)	ETAM 305 (3 100 € brut)	Cadre IIIA (4 500 € brut)
Transport			
Prime transport	100 €	100 €	100 €
Quotidien			
Prime soutien pouvoir d'achat	500 €	500 €	500 €
Monétisation de 3j max avec majoration 25%	357 €	554 €	804 €
Santé			
Complémentaire santé 3 mois (base « famille »)	315 €	315 €	315 €
Potentiel total net	1 272 €	1 469 €	1 550 €
% Salaire mensuel brut	64 %	47 %	34 %
+ Augmentation moyenne avance intéressement usine	300 €	300 €	300 €

Article de presse

Capital

Renault propose des primes de plus de 1.000 euros à ses employés

Déclaration délégué FO

Les salariés recevront au minimum 1 272 euros net entre octobre et décembre. Les intérimaires 600 euros. C'est une première. On parlait de loin ce matin mais nous avons été entendus,

Fabien Gloaguen

La réalité

Pour certains salariés, **ce sera 500 € en octobre** (prime « soutien pouvoir d'achat ») et **100 € en novembre** (prime « transport »), rien de plus ! Et pour le reste, ce sont des « cadeaux » **que les salariés se feront eux-mêmes** puisqu'il s'agit de piocher dans ses RTT ou dans les réserves de la mutuelle d'entreprise !

Prime soutien pouvoir d'achat (qui peut aller jusqu'à 6000 €) : 500 € mi-octobre (intérimaires inclus mais 0 € pour les DA !)

Prime transport : 100 € en novembre (intérimaires inclus)

« Remboursement mutuelle » (base et pas options) =

- 0 € x 3 mois pour ceux qui sont sur la mutuelle de leur conjoint !
- 26,14 € x 3 mois pour « isolé »
- 64,26 € x 3 mois pour « duo »
- 105,12 € x 3 mois pour « famille »

Total :

600 € ou 678.42 € ou 792.78 € ou 915.36 € suivant les cas (échelonnés sur 3 mois).

Ils sont où les « plus de 1000 € » ?

« Monétisation possible de 1 à 3 RTT » : la direction abonde de 25% après nous avoir piqué au moins 3 RTT en 2021 pour « financer le chômage partiel », trop facile !

Attention : cette « remise » ne coûte rien à Renault pour la grande majorité des salariés, elle va provenir des fonds de réserve de la complémentaire santé... constitués par nos propres cotisations.

Attention : poudre aux yeux ! Il s'agit de nos propres congés !

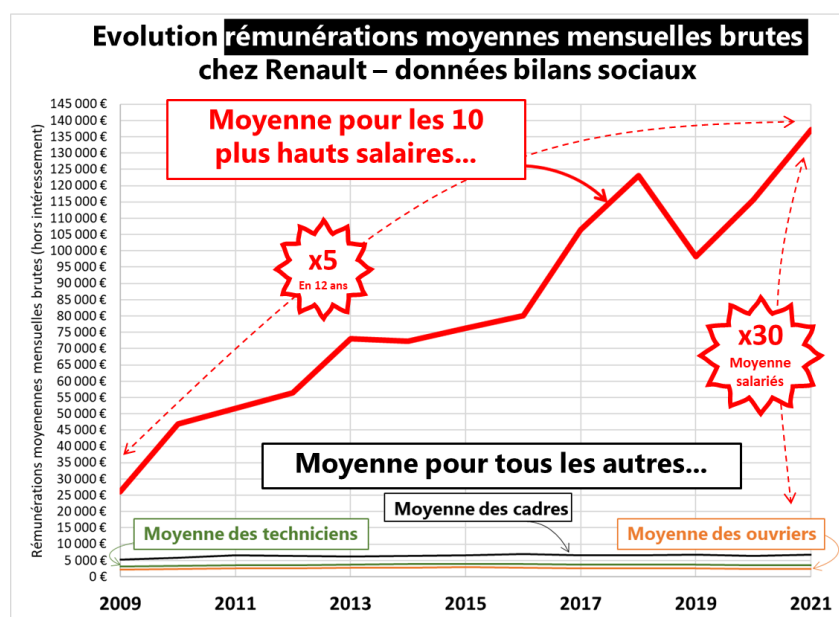
Du côté de la **direction générale**, les choses sont claires : ces mesures n'ont pour but que de **tenter d'éteindre la grogne** qui s'exprime dans plusieurs sites, notamment de la part de salariés intérimaires qui sont pénalisés par la hausse des prix et la suppression du paiement des « 20 min de pause » issus des 35h. C'est pour cela que les primes « soutien pouvoir d'achat » et « transport » seraient aussi touchées par les intérimaires (et c'est un point positif). Mais l'idée de la direction, c'est de « **jouer la montre** » en promettant d'avancer le début des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) 2023 à décembre 2022 (avec une poursuite en janvier 2023).

D'autre part, à l'instar du gouvernement, plusieurs dispositifs utilisés consistent à **nous donner d'une main ce qu'on va nous reprendre de l'autre**. Ainsi, défiscaliser et désocialiser (exonérer de cotisations sociales) les primes ou les heures supplémentaires, c'est préparer le terrain des futurs sacrifices que le président Macron promet avec une **réforme des retraites** prévue pour... éviter des hausses d'impôts pour les plus riches ! De même pour le remboursement de la mutuelle, pris dans les réserves alimentées par nos propres cotisations.

Du côté de la **CGT**, nous sommes également clairs : **seules des augmentations de salaires de plusieurs centaines d'euros nets par mois sont en mesure de nous sortir la tête de l'eau d'un point de vue financier**. Les salariés ne réclament pas une « aide » mais leur dû, le fruit de leur travail !

Et de l'argent, il y en a dans **les caisses de Renault**, dans **les profits qui s'annoncent (marge opérationnelle à 4.7% au premier semestre, en avance de 3 ans sur les objectifs)**, ou dans **les sommes colossales que les plus hauts dirigeants du groupe se partagent**, voir ci-dessous.

La réalité des rémunérations chez Renault : **explosion des 10 plus hautes rémunérations et stagnation pour tous les autres !**



A l'heure où Renault dit « soutenir le pouvoir d'achat de ses salariés » avec une prime de 500 €, regardons la réalité de la situation en face. Crise ou « pas crise », **ce sont les plus hauts dirigeants du groupe qui se gavent depuis 12 ans**, même après le départ du gourmand Ghosn...

Les rémunérations des 10 plus hauts salaires ont **QUINTUPLE** en 12 ans !

Ils touchaient 7.5 fois plus que la moyenne des salariés de Renault en 2009.

En 2021, c'est 30 fois plus que la moyenne !

Le problème des salaires est criant depuis des mois avec l'explosion des prix. Il ne s'agit pas d'attendre que la direction le « prenne en compte » lors des NAO 2023 (même avancées d'un mois). Faire croire qu'il suffira d'avoir des revendications que la direction considérera comme « raisonnables », faire croire qu'il s'agit d'avoir un talent particulier de « négociateur » syndical pour obtenir des avancées, c'est un mensonge de plus en plus visible.

Le fait que la direction ait inclus les intérimaires, c'est bien la preuve que ce qu'elle craint, ce ne sont pas des discussions feutrées dans des salles de réunion mais bien **la réaction collective des salariés par des débrayages et des grèves**.

Pour obtenir notre dû, il faut nous rassembler, nous exprimer, nous organiser. La CGT-Lardy appelle à participer à la **mobilisation interprofessionnelle de ce jeudi 29 septembre à Paris**, dont le sujet est justement les salaires (inscription par mail à cgt.lardy@renault.com ou à la descente de la cantine ce midi).

Mais, dès aujourd'hui, les élus CGT sont présents à la descente de la cantine. Venez discuter avec eux de la situation des salaires et ce qu'il faudrait faire pour qu'elle change réellement.

Salariés sous-traitants, vous n'êtes pas concernés aujourd'hui par ces mesures mais vous pouvez également vous mobiliser pour que vos directions entendent votre ras-le-bol de la situation. N'hésitez pas à nous contacter.

Contact : cgt.lardy@renault.com / Facebook : CGT.RENAULT.LARDY91

La CGT Lardy : syndicat de site pour tous les salariés du CTL
RENAULT – PRESTATAIRES – INTERIMAIRES – APR – ETAM - CADRES.

